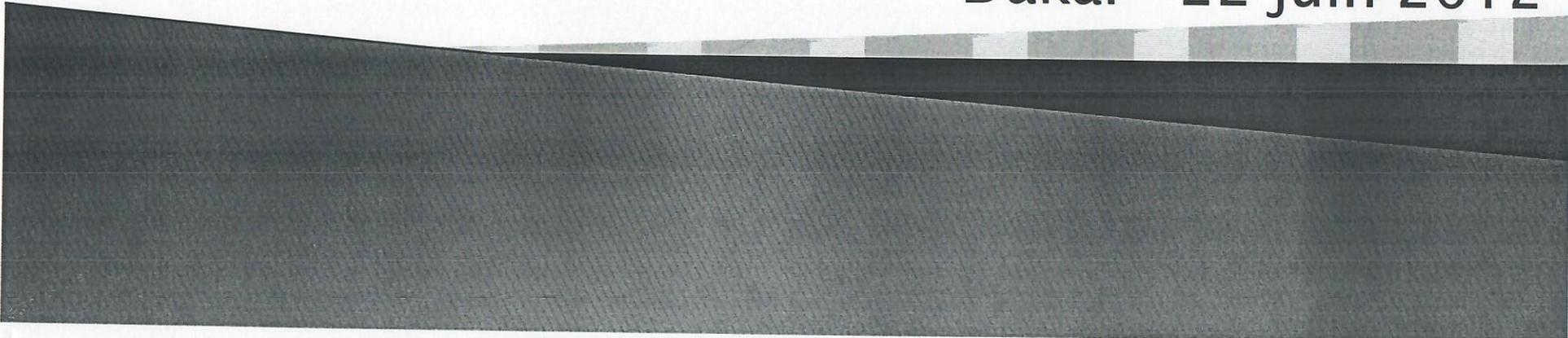


# Filets Sociaux au Sénégal Défis et Options

Programme d'Assistance Technique de la  
Banque Mondiale au Gouvernement du Sénégal

Dakar- 22 juin 2012



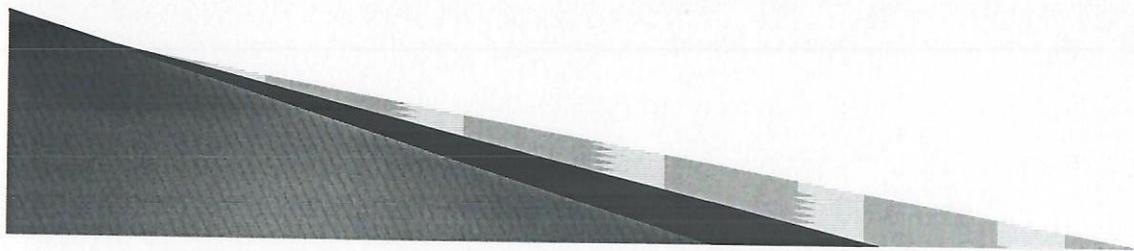
# Schéma et Composantes de l'appui

La Banque Mondiale a identifié avec le Gouvernement les thèmes de coopération suivants :

- ▶ Contexte de pauvreté, vulnérabilité et accès à la protection sociale – actualisation sur la base des données de l'ESPS 2011 (en cours)
- ▶ La contribution de la protection sociale à la croissance économique
- ▶ Revue des crises et les réponses aux chocs pendant les 10 dernières années au Sénégal
- ▶ Revue des programmes des filets sociaux en cours
- ▶ Analyse du cadre institutionnel pour la création d'un système national de filets sociaux
- ▶ Une analyse de l'incidence des bénéficiaires de certains produits subventionnés
- ▶ Options pour un meilleur ciblage des programmes et transferts sociaux

Chaque thème a fait l'objet d'une note technique ponctuelle présentée et discutée dans un atelier national, avec un rapport de synthèse consolidé (en cours de finalisation)

# Contexte de pauvreté, vulnérabilité et accès à la protection sociale



# Les vulnérabilités au Sénégal

## Le taux de pauvreté reste élevé

- Le taux de croissance per capita a ralenti de 5% en 1995–2005 à 3,4% en 2006–2011.
- Entre 1995 et 2005, la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté est passée de 68% à 51%, ce qui est néanmoins élevé par rapport au Burkina Faso (46 pourcent) et au Ghana (28.5 pourcent).

## ▶ L'économie et les ménages sénégalais sont vulnérables aux chocs internes et externes

- La hausse rapide du prix des matières premières en 2007, exacerbée par les faibles pluies de 2006/07, la récession mondiale de 2008/09 et l'augmentation des prix alimentaires en 2010/11 ont frappé durement les ménages. De plus, on estime que le Sénégal fait face en moyenne à un choc pluviométrique tous les cinq ans.

# Les groupes affectés par la pauvreté et la vulnérabilité chroniques

- ▶ Risques liés à la maladie : Les populations vulnérables sont plus exposées aux chocs en matière de santé et sont davantage confrontées à des obstacles importants dans l'accès aux services de santé.
  - ▶ Risques liés à l'insécurité alimentaire : près de 11 pour cent des enfants souffrent de malnutrition aiguë et 27 pour cent de malnutrition chronique avec, pour cette dernière, une nette différence entre le milieu rural (31 pour cent) et le milieu urbain (19 pour cent).
  - ▶ Risques liés à l'enfance : En 2009, le taux brut de scolarisation primaire n'était que de 84 pour cent avec une nette disparité entre les zones urbaines et les zones rurales. Par conséquent, le nombre d'enfants actuellement hors du système éducatif et à haut risque (en conflit avec la loi, victimes d'abus, enfants de la rue, talibés) est important, une situation qui aura des effets directs sur leurs perspectives d'avenir.
  - ▶ Risques liés à la jeunesse : le manque d'emplois et de revenus chez les jeunes pose un défi majeur au Sénégal.
  - ▶ Risques liés à la vieillesse : La vieillesse peut être la cause de nouvelles vulnérabilités. Au moment du recensement de 2002, près de 5,4 pour cent de la population avait plus de 59 ans, soit environ 530 000 personnes dont 92 000 veuves susceptibles d'être placées dans une situation précaire si la famille ne leur accorde aucun appui.
- 

# Analyse en cours de l'ESPS 2011

## ▶ La vulnérabilité au Sénégal

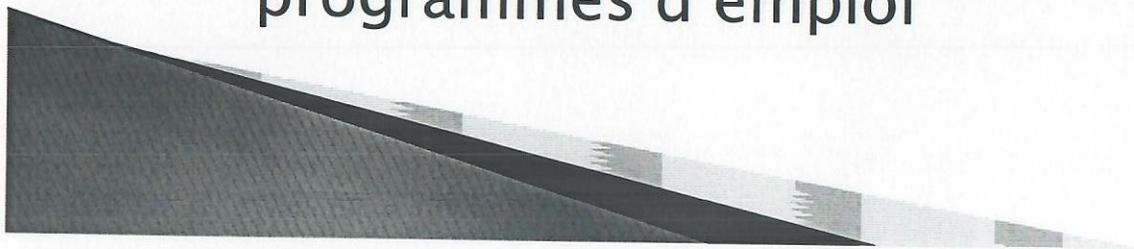
- Les types de chocs (endogènes et exogènes) et leurs impacts sur les ménages ; les caractéristiques de la vulnérabilité

## ▶ Accès aux mécanismes informels et de solidarité

- Transferts, aide communautaire, etc.

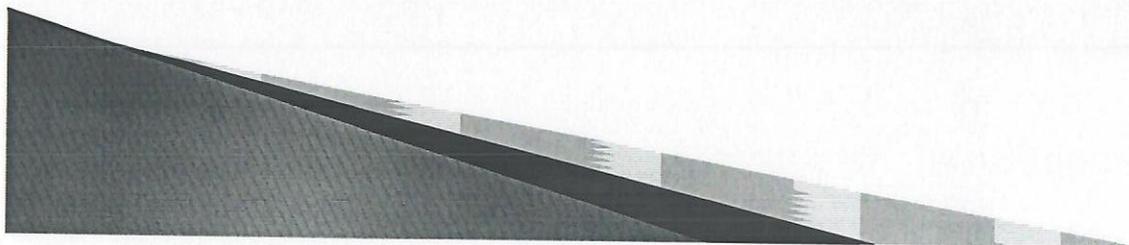
## ▶ Accès aux programmes et outils de protection sociale

- Sécurité sociale, filets sociaux et assistance sociale, programmes d'emploi



# Face à ces vulnérabilités, quelle était la réponse?

- Contexte des crises et les réponses dans les dernières années

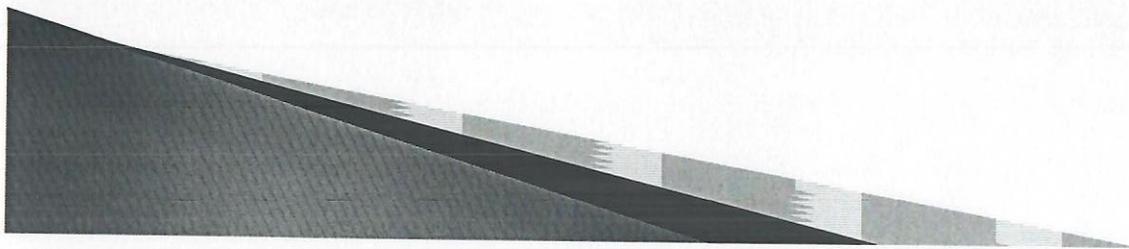


# Les réponses gouvernementales aux chocs internes et externes

- Réponses aux catastrophes naturelles et aux sécheresses
    - Au cours des 25 dernières années, au moins 6 saisons caractérisées par des chocs pluviométriques majeurs. Plus de 5 millions de Sénégalais sont à risque
    - En 2002, le choc a été tel que la production d'arachide a chuté de 70%
    - Réponse: Mise en place d'un Fonds de Sécurité Agricole; annulation des dettes des producteurs pour la saison agricole de 2002 et 2003.
    - Coût: 0.2% PIB
    - Principales critiques: pas de ciblage, effet négatif sur la culture de remboursement et les institutions financières, effets différents par producteur et région, manque d'information et de fiabilité
- 

# Utilisation des subventions en réponse aux crises économiques de 2007–2009

- ▶ **La hausse des prix** des principales importations sur les marchés internationaux, et la **récession économique** globale
  - Le Sénégal importe tout son pétrole (qui génère aussi la majeure partie de l'électricité du pays), et respectivement 80 et 100% de sa consommation de riz et de blé
- ▶ **Réponse:** Subventions généralisées des aliments de base (riz, blé, lait), le butane et le gaz naturel, et l'électricité (appuyées sur des mécanismes de subventions existants)
- ▶ **Cout:** Les subventions de biens de consommation ont atteint 162 milliards pendant la crise de 2007/08. Les subventions alimentaires se sont élevées à 21 milliards de francs CFA en 2007 et à 46 milliards de francs CFA en 2008: Total autour de 3 à 4 points de PIB, 10% des dépenses du budget de l'État en 2008
- ▶ **Principales critiques:** pas de ciblage, difficultés administratives, distorsions sur les marchés, réduction des incitations à la production

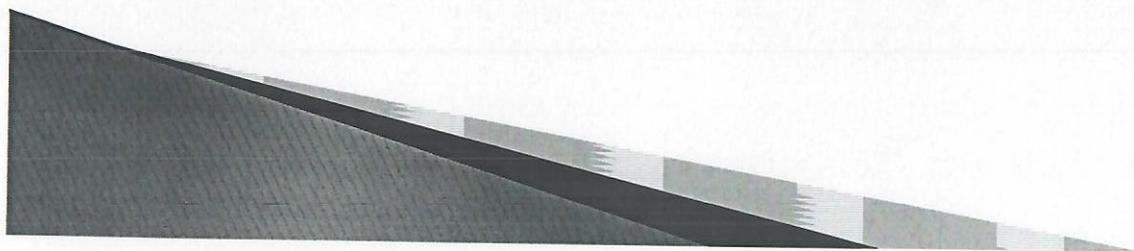


# Qui bénéficie des subventions ?

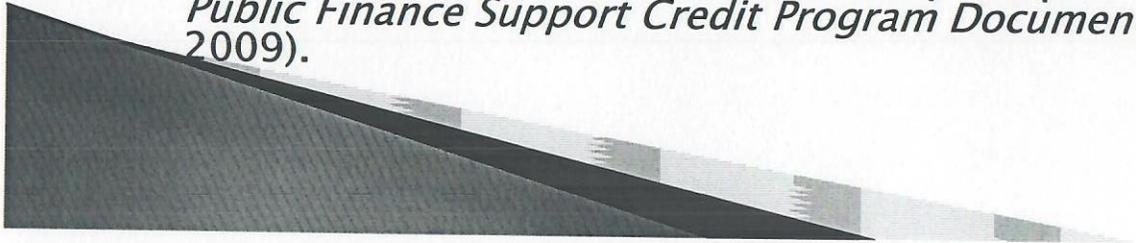
- ▶ Au total, les subventions paraissent relativement peu concentrées chez les pauvres : 32,9% des bénéficiaires de subventions pour l'eau sont pauvres (30,9% pour l'électricité) ; 16,2% du montant des subventions pour l'eau reviennent aux pauvres (8,0% pour l'électricité)
- ▶ Gaz butane, les 40% les plus pauvres obtiennent une amélioration totale du bien-être de seulement 19%, alors que chez les mieux nantis, cette amélioration se chiffre à 61%.
- ▶ La performance de la subvention du kérosène est meilleure, mais les 2 quintiles les mieux nantis reçoivent 33% des bénéfices.
- ▶ Le riz reste un élément important de la consommation des ménages, particulièrement dans les 40% des ménages les plus pauvres et dans les zones rurales.
- ▶ La subvention du lait en poudre et du pain a largement avantagé la partie la plus favorisée de la population
- ▶ *Analyse des incidences de bénéfices en cours d'actualisation se basant sur l'ESPS 2011*

# Implications pour la politique nationale

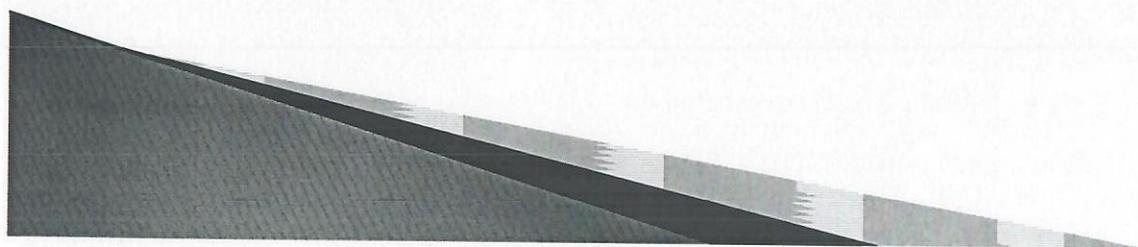
- ▶ Le Sénégal continuera à faire face à des chocs internes et externes
- ▶ Les populations vulnérables auront donc besoin de mesures de protection sociale plus efficaces, qui créent moins de distorsions sur les marchés, et dont le coût total ne met pas en danger la fiscalité du pays
- ▶ Besoin d'un système de filets sociaux prévisible et efficace assurant une couverture nationale, qui peut faire l'objet d'expansion en temps de crises pour desservir les pauvres transitoires. Quelques projets pilotes expérimentés pendant la crise (NETS, coupons alimentaires).



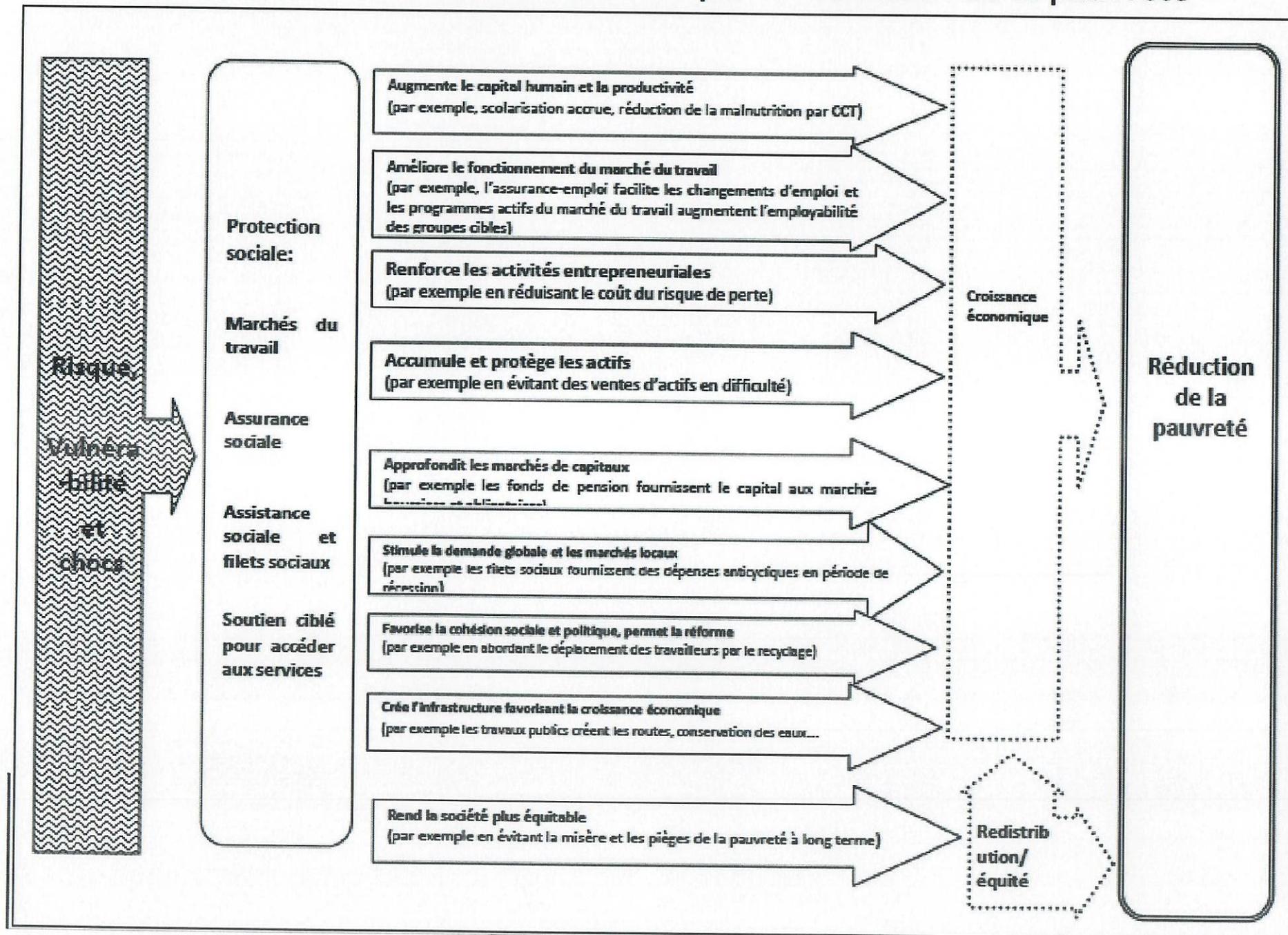
## Un consensus de plus en plus large s'est établi autour du besoin de repenser l'utilisation de subventions généralisées en tant qu'instruments de lutte contre les chocs au Sénégal:

- ▶ En 2005, en analysant la réponse gouvernementale face à la sécheresse, soit le recours aux fonds de sécurité agricole, le Fonds monétaire international (FMI) a conclu que: "Un filet de protection est nécessaire pour assurer l'assistance aux producteurs agricoles en cas de chocs sérieux. Un filet basé sur une subvention des prix, bien que facile à administrer, comporterait de nombreux inconvénients.. » (*Senegal: Selected Issues*; Rapport pays du FMI No. 05/155, mai 2005).
  - ▶ Le FMI a tiré des conclusions similaires de son analyse de la réponse à la récession mondiale de 2007–2009: "Une meilleure solution à long terme en matière de protection sociale efficace en réponse à la pauvreté structurelle et cyclique au Sénégal consisterait à mettre en place un système de transferts conditionnels en espèces. Un tel programme constituerait un mécanisme plus permanent de protection des pauvres contre les pertes de bien-être, y compris lors des hausses du prix des produits alimentaires et énergétiques de base. (Sénégal: *Selected Issues*, Rapport pays du FMI No. 08/221, juillet 2008).
  - ▶ Ces considérations font écho aux recommandations de la Banque mondiale: "Des efforts devraient être faits pour renforcer les filets sociaux et améliorer les mécanismes de suivi des impacts des politiques existantes et à venir. *Senegal: Public Finance Support Credit Program Document*", Rapport No 48557–SN juin 2009).
- 

# La contribution de la protection sociale à la croissance économique



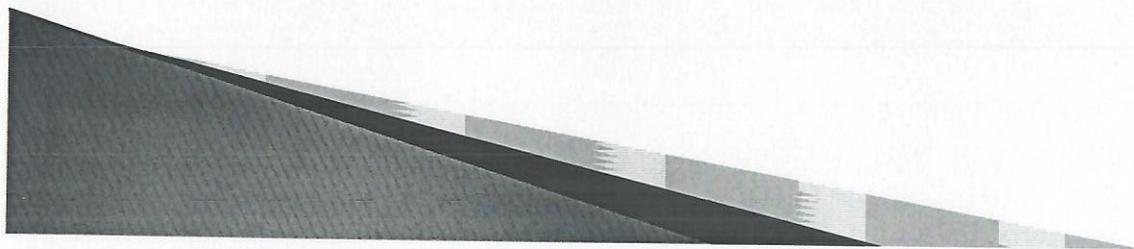
# Protection sociale, croissance économique et réduction de la pauvreté-



**Le défi pour le Sénégal sera de concevoir et de mettre en œuvre des interventions de protection sociale favorisant la croissance économique**

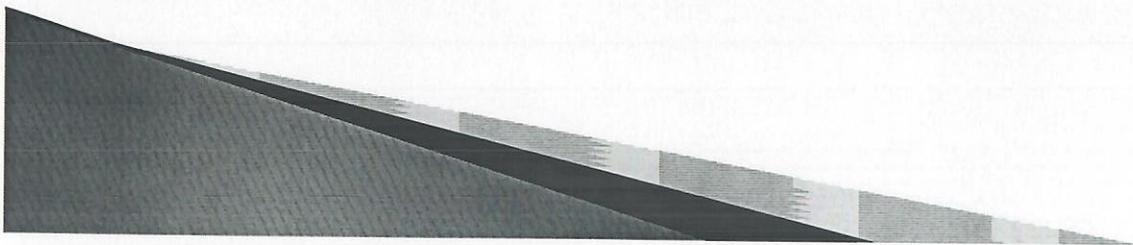
**► Pour les filets sociaux:**

- Utiliser les interventions de protection sociale pour promouvoir le développement du capital humain.
- Mettre en place des infrastructures de base, accroître la productivité agricole, et renforcer les marchés locaux dans les communautés pauvres à travers la conduite de travaux publics.



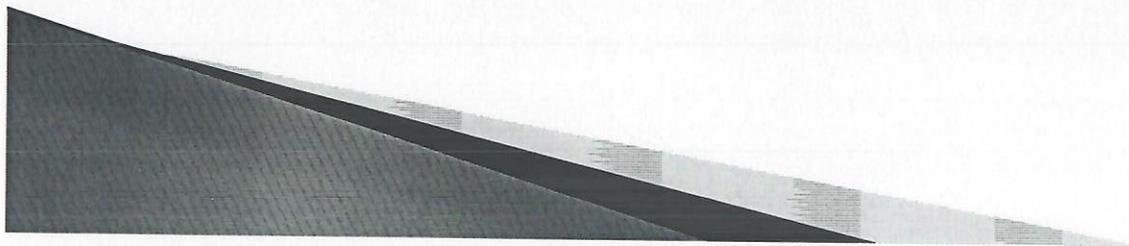
# Quel est l'état actuel du système de filets sociaux au Sénégal?

- Revue des programmes du système de filets sociaux déjà en place



# Objectif d'analyse

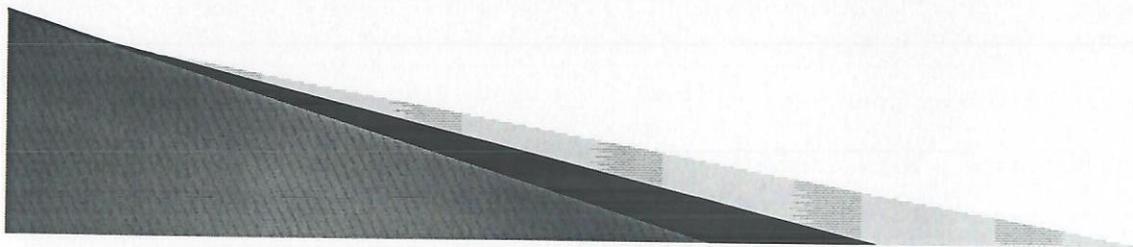
- ▶ Analyse des filets sociaux existants et de leurs caractéristiques pour explorer les améliorations potentielles qui permettraient une meilleure intégration dans un système de protection sociale national, homogène et complet.
- ▶ Rappel:
  - Définition des filets sociaux: Programmes de transferts non contributifs, conditionnels ou non, ciblant les pauvres ou les personnes vulnérables
  - Exemples:
    - Espèces – Coupons échangeables – Nature
    - Subvention des prix au profit des ménages
    - Exemption de droits pour les services de base
    - Emploi dans les travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre



| <b>Acronyme</b> | <b>Type de Programme</b>                                                             | <b>Mécanismes de coordination</b>                                          |
|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| SESAME          | <i>Soins gratuits pour les personnes âgées de 60 ans et plus</i>                     | Aucun                                                                      |
| PRBC            | <i>Programme de réadaptation à base communautaire</i>                                | Interne à la DAS                                                           |
| PAPA            | <i>Projet d'appui à la promotion des aînés</i>                                       | Comité national                                                            |
| IPSEV           | <i>Initiative de protection sociale des enfants vulnérables</i>                      | Comité technique de Suivi                                                  |
| PRP             | <i>Prog. d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté</i>  | Comité de pilotage (interministériel)                                      |
| CLM-NETS        | <i>Nutrition ciblée sur l'enfant et transferts sociaux</i>                           | Comité de suivi (interministériel)                                         |
| PAM CV          | <i>Projet de Bons d'achat Alimentaires</i>                                           | Comité de pilotage (1 seul ministère)                                      |
| FSN             | <i>Assistance en vivres aux zones et groupes vulnérables et suivi de la sécurité</i> | Conseil d'orientation (interne)                                            |
| CSA             | <i>Assistance en vivres aux zones et groupes vulnérables et suivi de la sécurité</i> | Aucune formalisée                                                          |
| OEV             | <i>Bourses d'étude pour les orphelins et autres enfants vulnérables</i>              | Comite National de la Lutte Contre le Sida et ses structures décentralisés |
| DCaS            | <i>Programme d'alimentation scolaire</i>                                             | Groupe Technique Multisectoriel (interministériel)                         |
| PAM Cantines    | <i>Programme d'alimentation scolaire</i>                                             | Groupe Technique Multisectoriel                                            |

# La faiblesse des filets sociaux représente une lacune importante

- ▶ Les programmes actuels ont une **couverture et une efficacité restreintes**: moins de 100,000 Sénégalais ont bénéficié de transferts sociaux en 2011 (excluant la CSA et les cantines scolaires qui ne ciblent pas nécessairement ciblés les pauvres).
- ▶ Les programmes actuels ne sont pas en mesure de répondre aux chocs; d'où la nécessité de recourir aux subventions générales des prix.
- ▶ **Absence d'un système de ciblage cohérent**: chaque structure d'intervention aborde les questions de pauvreté/vulnérabilité en fonction de son mandat.
- ▶ Il n'y a pas de **vision transversale** qui serait conforme aux priorités d'une stratégie nationale ou d'un système national de filets sociaux .



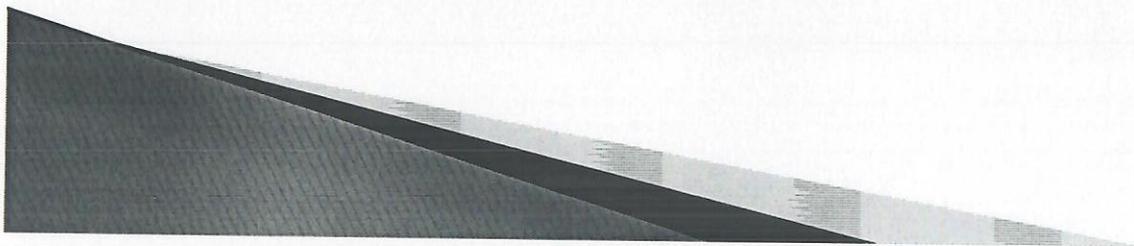
# Cont.

- ▶ Le suivi et évaluation est inégal et les données des différents programmes de filets sociaux sont difficiles à agréger- aucun indicateur commun
- ▶ L'instabilité institutionnelle a limité la capacité du gouvernement à développer un système national de filets sociaux cohérent et adaptable. Au cours des dix dernières années, de fréquents changements ont été apportés aux structures gouvernementales engagées dans les filets sociaux, particulièrement aux ministères impliqués dans le bien-être social et les activités de développement social
- ▶ Les mécanismes de coordination générale ne fonctionnent pas et la coordination au niveau des programmes est souvent effectué sur une base ad-hoc.



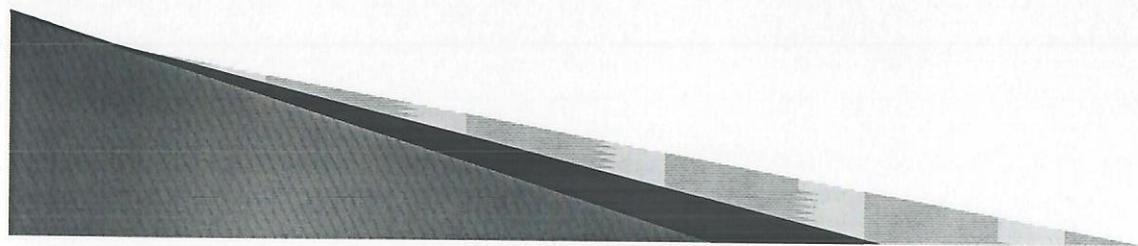
# Cont.

- ▶ **Dispersion institutionnelle** et manque de plateforme technique cohérente permettant d'aller à l'échelle.
- ▶ **Pas de registre unique des bénéficiaires**
- ▶ **Difficultés à relier les dépenses prioritaires à des résultats précis.** A part quelques programmes, il y a **peu d'informations sur les impacts** des dépenses effectuées par les programmes en cours et dans certains cas, le nombre de bénéficiaires n'est pas disponible.
  - **Présentation de l'étude d'impacts du projet NETS (transferts monétaires)**

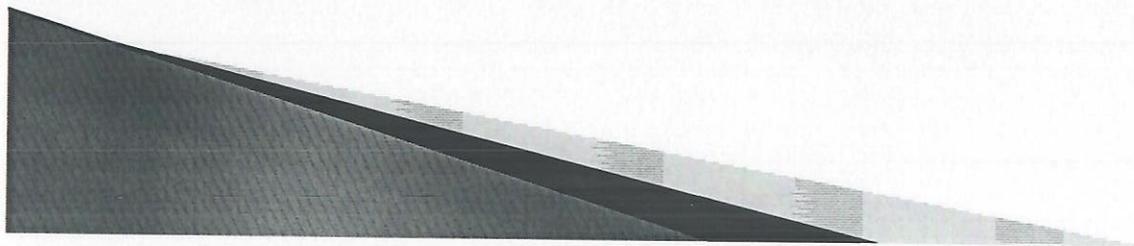


# Points forts

- ▶ Il y a une base importante de programmes de filets sociaux en cours. Ces expériences incluent à la fois des projets autonomes et des programmes enchâssés dans les structures des ministères sectoriels.
- ▶ Les données actualisées sur le ciblage de la pauvreté sont disponibles au Sénégal. Ceci permettra d'ajouter au ciblage par catégorie et géographique l'utilisation de tests d'évaluation des ressources des ménages.
- ▶ Le gouvernement a récemment créé un Comité interministériel du secteur protection sociale chargé de la promotion de la coordination aux plus hauts niveaux du gouvernement et nommé un haut fonctionnaire de l'État responsable de la supervision de la protection sociale.

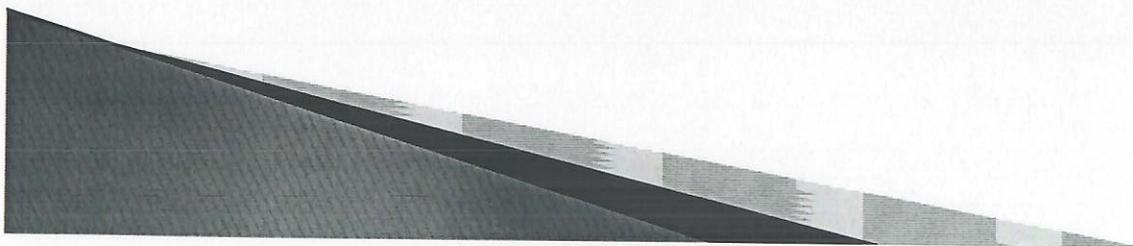


# Les aspects institutionnels d'un système national de filets sociaux



# Principes

- ▶ Au Sénégal, la dispersion institutionnelle limite considérablement la coordination de la réponse en matière de filets sociaux
- ▶ Même si une réponse nationale peut comprendre plusieurs outils, les différents programmes de protection sociale devraient être considérés dans le cadre d'une stratégie globale cohérente de filets sociaux et dotés de mécanismes de coordination qui renforcent la stratégie nationale.



Ces mécanismes de coordination sont soit absents, soit le fait d'arrangements ad hoc ou intégrés à des structures projet formalisées.

| Acronyme     | Type de Programme                                                                    | Mécanismes de coordination                                                 |
|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| SESAME       | <i>Soins gratuits pour les personnes âgées de 60 ans et plus</i>                     | Aucun                                                                      |
| PRBC         | <i>Programme de réadaptation à base communautaire</i>                                | Interne à la DAS                                                           |
| PAPA         | <i>Projet d'appui à la promotion des aînés</i>                                       | Comité national                                                            |
| IPSEV        | <i>Initiative de protection sociale des enfants vulnérables</i>                      | Comité technique de Suivi                                                  |
| PRP          | <i>Prog. d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté</i>  | Comité de pilotage (interministériel)                                      |
| CLM-NETS     | <i>Nutrition ciblée sur l'enfant et transferts sociaux</i>                           | Comité de suivi (interministériel)                                         |
| PAM CV       | <i>Projet de Bons d'achat Alimentaires</i>                                           | Comité de pilotage (1 seul ministère)                                      |
| FSN          | <i>Assistance en vivres aux zones et groupes vulnérables et suivi de la sécurité</i> | Conseil d'orientation (interne)                                            |
| CSA          | <i>Assistance en vivres aux zones et groupes vulnérables et suivi de la sécurité</i> | Aucune formalisée                                                          |
| OEV          | <i>Bourses d'étude pour les orphelins et autres enfants vulnérables</i>              | Comite National de la Lutte Contre le Sida et ses structures décentralisés |
| DCaS         | <i>Programme d'alimentation scolaire</i>                                             | Groupe Technique Multisectoriel (interministériel)                         |
| PAM Cantines | <i>Programme d'alimentation scolaire</i>                                             | Groupe Technique Multisectoriel                                            |

# Éléments essentiels d'un système national de filets sociaux

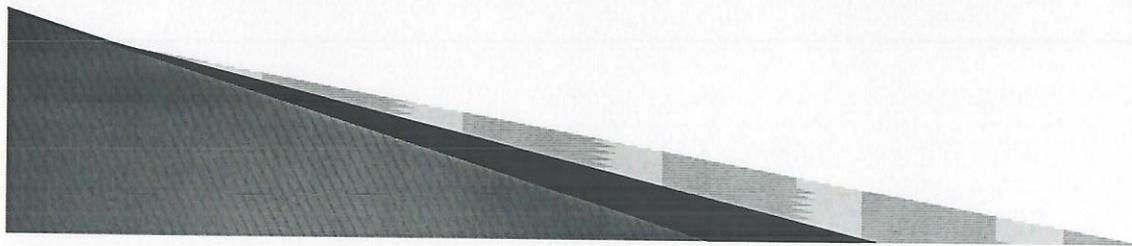
- ▶ **Élaboration d'un ensemble d'outils communs partagés entre les programmes, notamment en matière de :**
    - **Systemes de ciblage.** Les nouvelles données disponibles à travers l'ESPS permettront des progrès importants dans le ciblage géographique et des ménages ainsi que dans l'élaboration de critères d'éligibilité.
    - **Mécanismes budgétaires coordonnés** dans un cadre global de dépenses à moyen terme en filets sociaux.
    - **Élaboration coordonnée d'indicateurs et de systèmes de gestion de l'information (SGI)** de façon à assurer une transmission constante des données entre les programmes et leur agrégation au niveau national.
    - **Registres de bénéficiaires.** Le partage des registres de bénéficiaires entre les programmes améliorerait la coordination et l'efficacité dans l'utilisation des ressources.
    - **Mécanismes communs de coordination locale.** Chaque agence ou programme développe généralement ses propres mécanismes de coordination locale, ce qui entraîne la présence de multiples comités et mécanismes de consultation. Une plate-forme institutionnelle commune favoriserait les synergies entre les différents programmes de protection sociale.
- 

# Éléments essentiels d'un système national de filets sociaux

- ▶ **Liens entre les programmes.** Contrairement à la conduite d'une douzaine d'interventions de filets sociaux isolées et ayant peu d'interaction entre elles, une stratégie nationale de filets sociaux cherche à créer des synergies explicites entre les programmes
  - E.g.: les ménages bénéficiaires de programmes de transferts monétaires pourraient être automatiquement enrôlés dans des mutuelles de santé ou les ménages participant à des travaux publics pourraient être mis en relation avec des projets générateurs de revenus, de micro finance ou les autres programmes de les aider à graduer hors des filets sociaux.
- ▶ **Mise à l'échelle.** Le système national de filets sociaux devrait avoir la flexibilité nécessaire pour répondre rapidement aux besoins générés par les chocs.
- ▶ **Renforcement des capacités.** Le système national de filets sociaux identifiera les besoins généraux de renforcement des capacités sur les questions transversales,
  - par exemple les besoins d'identification relatifs à certains groupes vulnérables, au ciblage, à la gestion des transferts en nature et monétaire, et au suivi et évaluation. Ces renforcements pourraient être partagés entre les différents programmes.

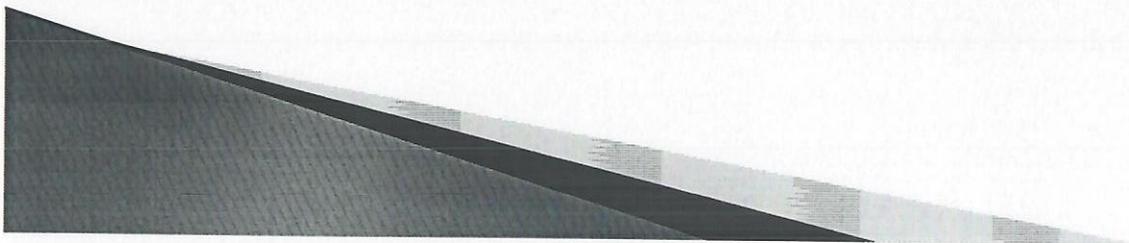
# Éléments essentiels d'un système national de filets sociaux

- ▶ **Harmonisation entre les bailleurs de fonds.** Les ressources des bailleurs de fonds sont actuellement dispersées dans plusieurs programmes similaires. Même si la collaboration est maintenant plus soutenue, particulièrement depuis la création du groupe inter-agences de travail sur la protection sociale, la coordination opérationnelle au niveau des programmes et des projets demeure limitée. Des dispositifs tels que le financement, la supervision et le suivi conjoints des programmes pourraient aider à éviter des coûts de transaction élevés au gouvernement.
- ▶ **Cadre de dépenses à moyen terme.** Le passage d'une approche projet/programme individuel à un système national de filets sociaux demandera l'élaboration d'un cadre financier global du secteur, qui établit une priorisation des dépenses et met en place une base de financement durable pour les filets sociaux.

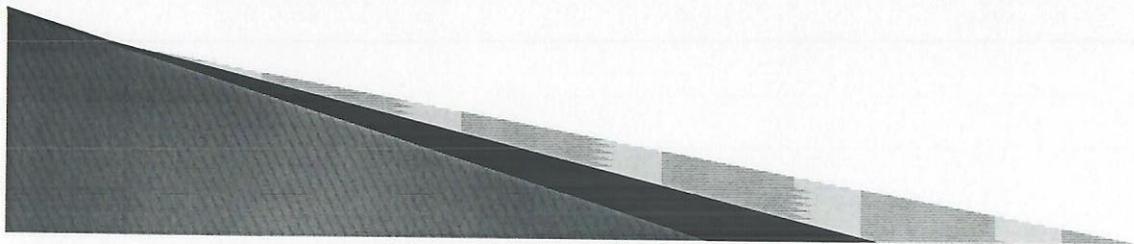


# L'expansion de programmes de filets sociaux harmonisés en Afrique

- ▶ Trois exemples:
  - *Livelihood Empowerment Against Poverty (LEAP)* (renforcement des moyens de subsistance contre la pauvreté) du Ghana,
  - Programme Vision 2020 *Umurenge (VUP)* du Rwanda,
  - *Productive Safety Net Program (PSNP)* (programme de filets sociaux productifs) de l'Éthiopie
- ▶ Tous les 3 comprennent plusieurs types de filets sociaux, par exemple les travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre et les transferts monétaires
- ▶ L'utilisation des mêmes systèmes de ciblage et de transferts par exemple pour les travaux publics et les transferts monétaires
- ▶ Dispositifs institutionnels- éléments communs:
  - Mécanismes formels de coordination des bailleurs de fonds
  - Mécanismes de coordination à plusieurs niveaux.
  - Implication des ministères sectoriels et du système décentralisé existant



# **Le cadre financier d'un système de filets sociaux au Senegal**

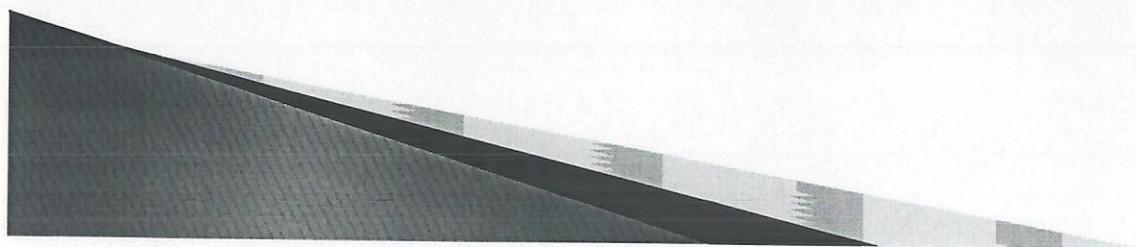


# Etat de Lieux

- ▶ **Historiquement, les dépenses publiques sur l'assistance sociale et les filets sociaux sont minimales (à part des subventions des prix).**
  - Pendant la sécheresse 2002–2003, 0,5 pourcent du PIB (reflétant l'aide au monde rurale)
  - 0,15 pourcent du PIB en 2004
- ▶ **Actuellement, environs 0,2 pourcent du PIB.**
  - Ce taux est extrêmement bas, même dans le contexte africain:
    - Des pays tels que l'Éthiopie ont augmenté l'ampleur des filets sociaux, implantés sous forme de travaux publics et de transferts monétaires, jusqu'à ce qu'ils atteignent 10 pour cent de la population et représentent environ 1,2 pour cent du PIB

# Financement d'un système de filets sociaux ciblé et efficace

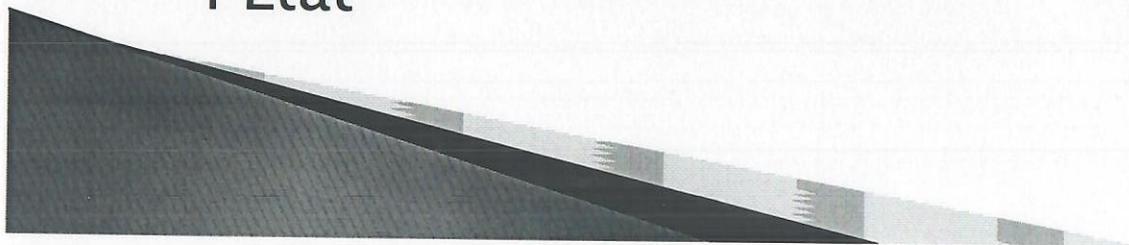
- ▶ Le cout total d'un filet social national dépend sur plusieurs facteurs:
  - *Type de program/mixte des programmes*
  - *Niveau de couverture*
  - *Taille de transfert-*
    - Abordable: Pour un niveau donnée de couverture
    - Adéquat : Relation directe avec l'impacte (Ethiopie). Au niveau international, typiquement entre 10–30% de la ligne de pauvreté (exemple de Sud Afrique – transferts sociaux = 60% du revenue des 20% des ménages les plus pauvres)
    - Acceptabilité politique: au niveau du ménage, le niveau ne peut pas être assez grand que c'est interprété comme 'c'est pas juste' ni que c'est capturée par les élites ni que cela crée des incitations négatives.
  - *Efficacité administrative* 10–20% ; économies d'échelle pour les programmes plus grands.



|                                                                  | Total population couverte                                                | % Couverture des cibles                   | % population | Cout annuel                                | % PIB   |
|------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------|--------------------------------------------|---------|
| <b>Programmes pilotes</b>                                        |                                                                          |                                           |              |                                            |         |
| NETS                                                             | 26 294 ménages enfants < 5 ans<br>(158,000 bénéficiaires)                | n.a                                       | <1%          | 1 562 616 500<br>(2011)<br>(\$3.0 million) | 0.002%  |
| PAM Bons d'achat                                                 | 97 000 bénéficiaires (max 2010)                                          | n.a                                       | <1%          | 1 874 286 720<br>(2010)<br>(\$3.6 million) | 0.0025% |
| <b>Simulations</b>                                               |                                                                          |                                           |              |                                            |         |
| Allocation enfant universelle<br>(Samson et Cherrier 2009)       | 2,448,000 enfants < 5 ans                                                | 100% enfants < 5 ans                      | 20%          |                                            | 1.7%    |
| UNICEF (2011)<br>Scenario recommande<br>Scenario                 | 534,000 enfants < 5 ans                                                  | 37% enfants pauvres < 5 ans               | 4%           | \$78.3 million                             | 0.55%   |
| Alternative 1                                                    | 311,000 enfants < 5 ans                                                  | 23% " "                                   | 2%           | \$45.6 million                             | 0.33%   |
| Alternative 2                                                    | 802,000 enfants < 5 ans                                                  | 50%                                       | 6%           | \$117.4 million                            | 0.83%   |
| Alternative 3                                                    | 1,411,000 enfants < 5 ans                                                | 76%                                       | 11%          | \$206.7 million                            | 1.46%   |
| <b>Exemples en Afrique</b>                                       |                                                                          |                                           |              |                                            |         |
| Ethiopia PSNP<br>(80% public works; 20% unconditional transfers) | 7 million bénéficiaires<br>(5,6 millions HIMO et 1,4 millions transfert) | 30 % des ruraux en insécurité alimentaire | 10%          | \$500 million                              | 1.2%    |
| Afrique du Sud transferts sociaux                                | 15 million bénéficiaires                                                 | n.a                                       | 30%          |                                            | 3.5%    |
| Kenya OEV                                                        | 130,000 ménages                                                          |                                           | 3%           | US\$31 million                             |         |

# Comment financer un filet social d'envergure nationale?

- ▶ Vision comme investissement (impacte capital humaine, productivité, infrastructure locale)
- ▶ Référence: 1% du PIB = 68,4 milliards CFA (US\$133 million) par an.
- ▶ Comparaisons:
  - Budget total de l'Etat 2011 = 29.7% of GDP (2 032 milliards CFA)
  - 2011 budget de dépenses = 1 159 milliards CFA
  - 2011 budget de capital = 823 milliard CFA
  - Subvention aliments 2008 = 46 milliard CFA
  - Subvention SENELEC 2011 = 76 milliard CFA
  - Transferts/subventions totaux 2011 = 283 milliard CFA
- ▶ Donc un filet social à 1% du PIB = 3.3% du budget de l'Etat



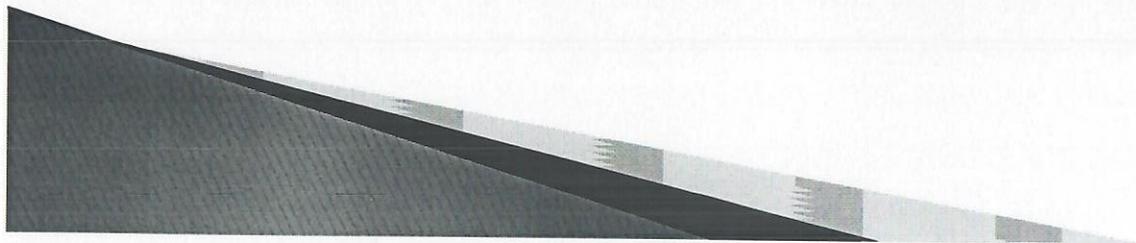
# Sources de financement

- ▶ **Réallocation des dépenses existants** –
  - possibilités limitées mais importante au point de vue de justification
  - Exemple: utilisation plus efficaces des ressources du CSA (budget 2010 = 1 milliard)
- ▶ **Réclamer une partie plus grand du budget de l'état**
  - Perspectives sur l'espace fiscale–

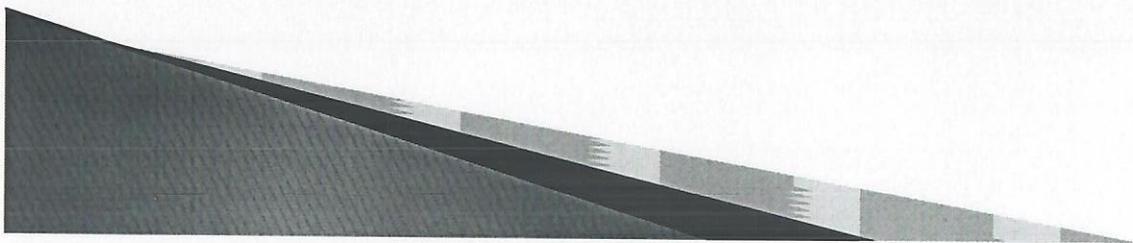
| Estimations budgétaires (FMI) en CFA milliards |      |      |      |      |      |      |
|------------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|
|                                                | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Revenue et dons de l'état                      | 1545 | 1714 | 1838 | 1978 | 2130 | 2262 |
| Augmentation réel dans l'espace fiscale        |      | 126  | 128  | 137  | 149  | 129  |

# Cont.

- ▶ **Ressources externes additionnels**
  - Des programmes de filet social existant: 62% des budgets sont supportés par les PTF
  - Perspectives sur l'avenir: attirer plus des fonds externes dépend de:
    - Priorisation par le Gouvernement
    - Harmonisation entre PTF sur un filet national consolidé
    - Intégration avec l'appui budgétaire
- ▶ **Vision à moyenne terme d'un poids important de l'état dans le financement**



# Conclusions



# Vers un système de filets sociaux productifs au Sénégal

- ▶ *Les réformes doivent permettre de passer d'un système de subventions générales des prix à des filets sociaux ciblés activés en temps normal mais pouvant aussi être amplifiés en cas de chocs :*
  - Un système de filets sociaux productifs au Sénégal devrait coûter la moitié des subventions actuelles, soit entre 1.5 et 2% du PIB ou FCFA 100-150 milliards, avec des impacts sur la réduction de la pauvreté et les OMD.
- ▶ *Un système national de filets sociaux doit inclure:*
  - Une plate-forme institutionnelle qui comprend des structures de coordination aux niveaux central et local
  - Un système commun de ciblage et d'inscription des bénéficiaires
  - Un cadre de dépenses à moyen terme pour assurer le financement
- ▶ *Un paquet d'interventions bien ciblées et à caractère productif*
  - Transferts monétaires dans une perspective de promotion du développement du capital humain des plus pauvres [y compris les transferts conditionnels] et de protection des plus vulnérables
  - Génération d'emploi à travers les travaux à haute intensité de main d'œuvre pour la mise en place d'infrastructures de base et accroître la productivité agricole dans les communautés pauvres.
  - Assistance sociale bien ciblée aux groupes déjà à haut risque (enfants en situation à haut risque, malnutris, handicapés, etc.)